CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.267/2
du 17 mai 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant la date d'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/27 du Code judiciaire'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.267/2
van 17 mei 2016

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 9 en 32 tot 40 van de wet van 19 oktober 2015 houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houden diverse bepalingen inzake justitie, en tot uitvoering van de artikelen 1394/25 en 1394/27 van het Gerechtelijk Wetboek'

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Le 15 avril 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant la date d'entrée en vigueur des articles 9 et 32 à 40 de la loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice, et portant exécution des articles 1394/25 et 1394/27 du Code judiciaire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 17 mai 2016. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été rédigé par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 mai 2016.

*

Op 15 april 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 9 en 32 tot 40 van de wet van 19 oktober 2015 houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houden diverse bepalingen inzake justitie, en tot uitvoering van de artikelen 1394/25 en 1394/27 van het Gerechtelijk Wetboek'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 17 mei 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is opgesteld door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 mei 2016.

*

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PRÉAMBULE

1. Un alinéa 1er nouveau doit être inséré, mentionnant « les articles 1394/25 et 1394/27, § 5, alinéa 2, et § 7, du Code judiciaire, insérés par la loi du 19 octobre 2015 ».

L'alinéa 1er actuel, devenant l'alinéa 2, se limitera à mentionner l'article 51 de la loi du 19 octobre 2015 'modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice', qui procure un fondement légal à l'article 8, 1°, du projet.

2. L'accord du Ministre du Budget qui, selon la lettre de demande d'avis, a été demandé, ne figure pas au dossier.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

DISPOSITIF

Article 5

S'il est envisageable qu'un procès-verbal contienne des erreurs ou des lacunes, devant alors faire l'objet de corrections, de modifications ou d'ajouts, il n'est pas admissible que cela puisse se faire sans l'intervention des personnes concernées. À cet égard, le seul fait que, selon la disposition à l'examen, « un aperçu des corrections, modifications et ajouts apportés, avec la date et l'identité de leur auteur, est disponible pour les utilisateurs qui peuvent consulter l'avis en question » et que « [c]et aperçu peut être consulté aussi longtemps que le procès verbal de non-contestation déclaré exécutoire auquel il se rapporte » ne suffit pas à garantir les droits des intéressés.

Dès lors que ce procès-verbal de non-contestation vaut, à l'instar d'un jugement, titre exécutoire, il conviendrait également que figure dans le texte une réserve analogue à celle mentionnée aux articles 793, alinéa 1er, et 794, alinéa 1er, du Code judiciaire, aux termes desquels :

> « Art. 793. Le juge qui a rendu une décision obscure ou ambiguë peut l'interpréter sans cependant étendre, restreindre ou modifier les droits qu'elle a consacrés.
>
> […]
>
> Art. 794. Les erreurs et omissions matérielles qui affectent une décision, même passée en force de chose jugée, peuvent toujours être rectifiées par la juridiction qui l'a rendue ou par celle à laquelle elle est déférée sans, cependant, que puissent être étendus, restreints ou modifiés les droits que cette décision à consacrés ».

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

La question se pose en outre de savoir si, dans la logique instaurée par l'article 1394/24 du Code judiciaire, qui prévoit non seulement un procès-verbal de non-contestation établi par un huissier de justice mais également une formule exécutoire apposée par un magistrat, une procédure de même nature ne doit pas être mise en œuvre en cas de correction, de modification ou d'ajout au procès-verbal.

Article 6

L'article 6 organise une connexion entre le registre national des personnes physiques et le registre central pour le recouvrement de dettes d'argent non contestées, alors que, selon l'article 4 du projet, aucune donnée du registre national ne paraît devoir être insérée parmi celles communiquées au registre central [1].

Le Conseil d'État s'interroge quant à l'utilité de cette disposition, même si le Roi dispose d'une habilitation à cet effet à l'article 1394/27, § 5, alinéa 2, du Code judiciaire.

Il appartient à l'auteur du projet d'examiner si cette disposition ne doit pas être revue.

Article 7

Les principes de la responsabilité politique du pouvoir exécutif seraient mieux respectés si l'article 7, § 1er, alinéa 2, prévoyait une habilitation au ministre pour la détermination de la procédure d'enregistrement des huissiers de justice et de gestion du registre informatisé, plutôt qu'à la Chambre Nationale des Huissiers de Justice, ce qui n'interdirait pas que cette dernière instance soit investie à cet effet d'une compétence d'avis.

Article 8

La disposition en projet ne précise pas la date d'entrée en vigueur qu'elle tend à énoncer.

Vu l'importance de cette donnée, au regard de l'objet du projet à l'examen, cette disposition n'est pas en état d'être examinée par le Conseil d'État.

La section de législation du Conseil d'État devra être saisie d'un nouveau projet réglant cette question.

[1] Il est vrai que l'article 4 du projet énonce, parmi les données pertinentes, le nom et le prénom de l'avocat et de l'huissier de justice, qui figurent bien entendu au registre national, mais ces données sont également disponibles dans la Banque Carrefour des entreprises.

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Annexe I

L'article 1394/23, alinéa 1er, du Code judiciaire énonce que,

> « Dans le cas où le débiteur paye la dette ou fait connaître les raisons pour lesquelles il conteste la dette, le recouvrement prend fin, sans préjudice du droit du créancier en cas de contestation de la dette, d'exercer son action par voie judiciaire ».

Afin de respecter cette disposition, la subdivision intitulée « Comment pouvez-vous éviter cela ? » devrait être revue comme suit :

1° les actuels point 1 et 2 devraient être fusionnés, le point 2 en projet se présentant comme une modalité de l'hypothèse prévue au point 1 ;

2° un nouveau point 2 devrait être inséré, précisant ce qui suit :

« 2. En faisant connaître dans le délai d'un mois les raisons pour lesquelles vous contestez votre dette (voyez au verso) ».

Le sous-titre suivant « Pouvez-vous contester ? », avec le texte qui l'accompagne (« Vous pouvez contester, … »), peut alors être omis dès lors également que la suite du modèle prévoit un espace précédé du sous-titre « Comment pouvez-vous contester ? ».

*

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

AANHEF

1. Er moet een nieuw eerste lid worden ingevoegd waarin melding gemaakt wordt van "de artikelen 1394/25 en 1394/27, § 5, tweede lid, en § 7, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 2015".

Het huidige eerste lid, dat het tweede lid wordt, moet enkel artikel 51 vermelden van de wet van 19 oktober 2015 'houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie', dat een rechtsgrond oplevert voor artikel 8, 1°, van het ontwerp.

2. De akkoordbevinding van de minister van Begroting, waarom luidens de brief met de adviesaanvraag is verzocht, bevindt zich niet in het dossier.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dat vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

DISPOSITIEF

Artikel 5

Het is weliswaar denkbaar dat een proces-verbaal vergissingen of leemtes bevat, en dus moet worden verbeterd, gewijzigd of aangevuld, maar het is niet aanvaardbaar dat dat zonder de betrokken personen zou gebeuren. Wat dat betreft, moet erop gewezen worden dat de rechten van de belanghebbenden niet worden gewaarborgd door het loutere feit dat, naar luid van de voorliggende bepaling, "een overzicht van de aangebrachte verbeteringen, wijzigingen en toevoegingen, met de datum alsook de identiteit van de auteur ervan, beschikbaar [is] voor de gebruikers die het betreffende bericht kunnen raadplegen" en dat "[d]it overzicht (…) zolang geraadpleegd [kan] worden als het uitvoerbaar verklaard proces-verbaal van niet-betwisting waarop het betrekking heeft".

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Aangezien dat proces-verbaal van niet-betwisting net als een vonnis als uitvoerbare titel geldt, moet de tekst ook een soortgelijk voorbehoud bevatten als het voorbehoud gemaakt in de artikelen 793, eerste lid, en 794, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, die luiden als volgt:

> "Art. 793. De rechter die een onduidelijke of dubbelzinnige beslissing heeft gewezen, kan die uitleggen, zonder evenwel de daarin bevestigde rechten uit te breiden, te beperken of te wijzigen.
>
> (…)
>
> Art. 794. De materiële verschrijvingen en omissies die in een zelfs al in kracht van gewijsde gegane beslissing voorkomen, kunnen altijd worden verbeterd door het gerecht dat de beslissing heeft gewezen, of door het gerecht waarnaar de beslissing wordt verwezen, zonder evenwel de daarin bevestigde rechten uit te breiden, te beperken of te wijzigen".

Bovendien rijst de vraag of niet een soortgelijke procedure moet worden opgezet voor de verbetering, wijziging of aanvulling van het proces-verbaal, volgens de logica die blijkt uit artikel 1394/24 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin niet allen in een proces-verbaal van niet-betwisting opgesteld door een gerechtsdeurwaarder wordt voorzien, maar ook in een formulier van tenuitvoerlegging aangebracht door een magistraat.

Artikel 6

Artikel 6 voorziet in een verbinding tussen het rijksregister van de natuurlijke personen en het centraal register voor de invordering van onbetwiste geldschulden, terwijl luidens artikel 4 van het ontwerp geen enkel gegeven van het rijksregister aan het Centraal register lijkt te moeten worden meegedeeld.[1]

De Raad van State plaatst vraagtekens bij het nut van die bepaling, zelfs al is de Koning krachtens artikel 1394/27, § 5, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek gemachtigd om de wijze van overzending van die gegevens te regelen.

De steller van het ontwerp moet nagaan of die bepaling niet moet worden herzien.

Artikel 7

Om meer rekening te houden met de beginselen van de politieke verantwoordelijkheid van de uitvoerende macht, zou het beter zijn dat artikel 7, § 1, tweede lid, de minister machtigt om de procedure tot registratie van de gerechtsdeurwaarders en tot beheer van het geïnformatiseerd register vast te stellen en niet de Nationale Kamer van gerechtsdeurwaarders, wat er niet aan in de weg staat dat die laatste instantie hierin een adviesbevoegdheid krijgt.

[1] Artikel 4 vermeldt bij de relevante gegevens weliswaar de naam en de voornaam van de advocaat en van de gerechtsdeurwaarder, die uiteraard in het rijksregister voorkomen, maar die gegevens zijn ook beschikbaar in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡

Artikel 8

De ontworpen bepaling strekt ertoe de datum van inwerkingtreding te vermelden, maar die datum is niet gepreciseerd.

Gelet op het belang van dat gegeven gezien de strekking van het voorliggende ontwerp, kan die bepaling niet door de Raad van State worden onderzocht.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State moet om advies worden verzocht over een nieuw ontwerp waarin die aangelegenheid wordt geregeld.

Bijlage I

Artikel 1394/23, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

> "In het geval de schuldenaar de schuld betaalt of de redenen te kennen geeft waarom hij de schuld betwist, wordt de invordering beëindigd, onverminderd het recht van de schuldeiser om, in geval van betwisting van de schuld, zijn rechtsvordering in rechte uit te oefenen".

Met het oog op de naleving van die bepaling moet de onderverdeling met als opschrift "Hoe kan u dit voorkomen?" worden herzien als volgt:

1° de huidige punten 1 en 2 moeten worden samengevoegd, waarbij het ontworpen punt 2 een wijze van uitvoering is van het geval bepaald in punt 1;

2° er zou een nieuw punt 2 moeten worden ingevoegd, luidende als volgt:

"2. U deelt binnen een maand de redenen mee waarom u uw schuld betwist (zie achterzijde)".

De volgende tussentitel, "Kan u betwisten?" en de bijhorende tekst ("U kan betwisten, …") kunnen dan worden weggelaten, ook omdat verder in het model ruimte gelaten wordt onder de tussentitel "Hoe kan u betwisten?".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT

‡LW-CDFQQABBH-FJCGHYX‡